

L'opacité des processus de négociations internationales contestée

Volume 7, numéro 6, juillet 2014

Résumé analytique

Wikileaks a révélé en juin dernier une section de l'Accord sur le commerce des services (ACS) visant la libéralisation des services financiers. Le document de négociation révèle que l'objectif poursuivi par les parties est de veiller à ce que les réglementations en vigueur dans leur juridiction soient le point de départ vers une libéralisation qui pourrait ensuite être transférée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les États parties contourneraient de cette façon les négociations qui sont actuellement paralysées à l'OMC pour enfin atteindre leurs objectifs de libéralisation. Le processus opaque de négociation est remis en question de part et d'autre de l'Atlantique. Des élus et des groupes de pression maintiennent une féroce opposition à la conclusion d'une telle entente et plusieurs croient qu'il sera politiquement difficile d'en arriver à un accord qui saura rallier l'opinion publique.

Le contexte politique des négociations du Partenariat transatlantique (TTIP) n'est pas très différent de celui de l'ACS. Malgré une certaine ouverture au public européen et la tenue de consultations au cours des derniers mois, l'opposition continue de croître en Europe comme aux États-Unis, particulièrement pour ce qui touche à l'inclusion dans l'accord d'un mécanisme de règlement des différends entre les investisseurs et les États. Une initiative populaire est sur le point d'être lancée pour tenter de bloquer la conclusion d'un accord.

Du côté Pacifique (TPP), les États-Unis et le Japon sont toujours à la recherche d'un compromis sur la question de l'accès aux marchés et les premiers se font de plus en plus pressants pour tenter d'en arriver à un accord d'ici au mois de novembre prochain. Le président Obama tente de marquer d'une pierre blanche ce moment alors qu'il s'agira peut-être de sa dernière chance d'être le signataire de l'accord.

Contenu

L'Accord sur le commerce des services : Wikileaks révèle l'annexe sur les services financiers.....	2
Le TTIP toujours au ralenti.....	4
TPP : vers un accord en novembre?.....	6
Études économiques et articles connexes ce mois-ci.....	7

L'Accord sur le commerce des services : Wikileaks révèle l'annexe sur les services financiers

Une partie de l'Accord sur le commerce des services (ACS, TISA en anglais) traitant de la libéralisation des services financiers a été rendue publique par Wikileaks le 19 juin dernier. L'accord en cours de négociation depuis mars 2013 entre 23 pays représentant plus des deux tiers de l'économie mondiale vise à accomplir la plus importante libéralisation du secteur des services depuis la conclusion de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) en 1994. Le secteur des services comprend les services de télécommunications, les services financiers, les services informatiques, la distribution au détail, les transports, les services environnementaux, les livraisons express, les services du secteur de l'énergie et les services professionnels.

Le document de dix-neuf pages daté du 14 avril 2014 rendu public par Wikileaks est présenté comme étant une consolidation des propositions de textes. Il s'agit donc d'un document d'étape dans le processus de négociations. Il fait état de dispositions visant à s'assurer que les réglementations nationales déjà existantes relatives aux services financiers seront le point de départ vers une plus grande libéralisation. Les États ne pourront ainsi adopter de mesures plus contraignantes, mais viseront plutôt une déréglementation ou une réglementation plus souple. Les États qui ne disposent pas de règles financières strictes n'auraient ainsi plus le loisir d'en adopter. Le document propose de faciliter la migration de services d'assurances « innovants » et le transfert international de données.

« Le chapitre de l'ACS sur les services financiers rendu public montre que les États-Unis et l'Union européenne sont les forces motrices du processus de négociation. Ce sont leurs règles laxistes qui ont permis la crise financière de 2008. Ils utilisent maintenant l'ACS pour étendre ces mêmes règles à la demande de leurs secteurs financiers. »

-Jane Kelsey, Faculté de droit de l'Université d'Auckland

leur État, feraient face aux pressions de vente de produits d'assurances potentiellement toxiques et soumettraient la possibilité d'adopter des politiques pour éviter de futures crises financières à d'éventuelles contestations judiciaires des entreprises visées par ces politiques. Les entreprises de services financiers pourraient en effet poursuivre devant les tribunaux les États qui choisissent d'adopter des règles contraignant leurs activités.

Jane Kelsey, professeure à la Faculté de droit de l'Université d'Auckland estime que les dispositions du document montrent que les gouvernements qui signeront l'ACS ne pourraient plus revenir à une réglementation plus rigoureuse des services financiers et participeraient ainsi à l'accélération de la libéralisation de ce secteur. Ils perdraient aussi le droit d'exiger que les données informatiques demeurent à l'intérieur de

L'ACS est considéré par de nombreux observateurs comme une tentative de la part des États-Unis et de l'Union européenne de contourner le blocage des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en établissant un nouveau forum où seraient définies les nouvelles règles du commerce mondial des services. Comme celles-ci sont négociées par les principaux membres de l'OMC, on peut penser qu'un transfert en bloc de celles-ci à l'OMC dans les prochaines années serait l'objectif recherché. Suite à la crise financière de 2008, des voix se sont fait entendre partout à travers le monde pour réclamer une révision des règles qui l'ont provoquée. Le texte rendu public aurait l'effet inverse puisqu'il limiterait la latitude des États à adopter des mesures contraignantes.

Le document précise que le texte d'une éventuelle entente devrait demeurer secret durant une période de cinq ans suivant soit son adoption soit la conclusion des négociations. Le secret entourant les grandes négociations commerciales en cours constitue l'une des plus importantes sources de critiques. Autant en Europe qu'aux États-Unis, les élus et les groupes d'intérêts qui n'ont pas accès aux textes négociés et aux discussions condamnent ce qu'ils qualifient de négociations antidémocratiques. L'équilibre entre le secret des salles de négociations feutrées et l'exigence d'un débat public informé semble difficile à atteindre dans toutes les grandes négociations en cours actuellement.

La Cour de justice de l'Union européenne a rendu un arrêt le 3 juillet dernier dans lequel il est précisé que « les documents qui se rapportent au champ international... ne doivent pas être systématiquement considérés comme exemptés du principe de transparence. » Cette décision pourrait permettre de lever le voile sur certains documents, avis juridiques et autres qui sont jugés comme étant périphériques aux négociations. Les documents essentiels des négociateurs ne seraient pas soumis au même traitement et demeureraient secrets. Il serait néanmoins possible d'en apprendre davantage sur le contenu des négociations grâce à leur publication.

« Celui qui veut jouir d'une plus grande confiance doit divulguer le contenu des négociations »

— Martin Schulz, président du Parlement européen

Les résistances se font sentir également de l'autre côté de l'Atlantique où une partie importante des élus au Congrès américain réclame plus de transparence dans les négociations du Partenariat transatlantique (TTIP) et du Partenariat transpacifique (TTP), certains allant même jusqu'à vouloir bloquer le « fast-track » pour cette raison.

L'importance des transformations proposées par les négociations commerciales dans les rapports de force entre les États et les entreprises ne manquent pas de signaler à plusieurs que la volonté démocratique exprimée par les citoyens dans des secteurs traditionnellement réservés aux États sera dorénavant soumise aux ententes conclues dans le plus grand secret par leurs dirigeants.

Sources

Euractiv.fr. 2014. *Les documents du TTIP peuvent être publiés, selon la Cour de justice européenne*. En ligne : http://www.euractiv.fr/sections/euro-finances/les-documents-du-ttip-peuvent-etre-publies-selon-la-cour-de-justice?utm_source=EurActiv+Newsletter&utm_campaign=a270e62653-newsletter_derni%C3%A8res_infos&utm_medium=email&utm_term=0_da6c5d4235-a270e62653-78105649

Euractiv.fr. 2014. *Martin Schulz veut plus de transparence sur le partenariat transatlantique*. En ligne : <http://www.euractiv.fr/sections/commerce-industrie/martin-schulz-veut-plus-de-transparence-sur-le-partenariat>

Gouvernement du Canada. 2014. *Trade in Service Agreement*. En ligne : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/services/tisa-ac.aspx?lang=eng>

Kelsey, Jane. 2014. *Memorandum on Leaked TISA Financial Services Text*. En ligne : <https://wikileaks.org/tisa-financial/analysis.html>

Wikileaks. 2014. *Secret Trade in Services Agreement (TISA) — Financial Services Annex*. En ligne : <https://wikileaks.org/tisa-financial/>

Le TTIP toujours au ralenti

Les quatre principaux partis au Parlement européen ont donné un appui mitigé au projet de Partenariat transatlantique lors d'un débat passionné faisant suite à la récente reconfiguration des forces au sein de l'institution et au lancement d'une initiative populaire visant à bloquer les négociations du TTIP et l'*Accord économique et commercial global* (AECG) entre le Canada et l'Union européenne.

Le Traité de Lisbonne, par le biais de *l'initiative citoyenne européenne*, donne le pouvoir aux citoyens d'inviter la Commission européenne à proposer une législation à la condition d'obtenir l'appui d'un million de citoyens issus d'au moins 7 pays sur les 28 que compte l'Union. Une alliance de 150 groupes propose de mettre fin aux négociations du TTIP et de ne pas conclure l'AECG. L'alliance doit d'abord enregistrer son initiative auprès de la Commission européenne pour ensuite disposer d'une période d'un an pour récolter les appuis nécessaires. Elle compte enregistrer l'initiative à la fin de 2015.

Ce mouvement d'opposition vient quelques jours après la publication d'un document par le gouvernement britannique faisant état de sa crainte de voir l'Union européenne perdre le débat public sur le TTIP. Le secrétaire d'État britannique pour les Affaires, l'Innovation et les Compétences, M. Vince Cable, soutient qu'il est nécessaire que l'Union européenne offre plus de transparence dans le processus de négociations du TTIP. Le gouvernement britannique croit par ailleurs que les négociateurs disposent d'une petite fenêtre d'opportunité pour faire avancer les négociations en 2015, soit avant le début en 2016 du cycle des élections présidentielles améri-

caines. Le débat qui entoure actuellement le renouvellement du « fast-track » au Congrès américain (voir la *Chronique commerciale américaine* du CEIM du mois de mai 2014) montre qu'il sera difficile d'y arriver.

Le gouvernement britannique soutient l'inclusion dans l'accord d'un mécanisme de règlement des différends investisseur-État sur la base de deux arguments : un tel mécanisme permettrait d'attirer en Europe des investissements américains et procurerait une meilleure protection aux investisseurs européens aux États-Unis. L'Union européenne doit cependant s'assurer que le TTIP contient les mêmes garanties que celles négociées dans l'AECG et qu'un travail d'explications et de transparence doit être effectué auprès des citoyens européens afin de faire valoir les avantages liés à un tel mécanisme. La Commission européenne vient de terminer en juillet la consultation publique qu'elle a menée sur cette question et elle aurait reçu quelque 150 000 contributions.

« Nous croyons qu'il est extrêmement important dans cette négociation que nous ayons d'importants engagements dans le secteur des services et nous croyons que ces engagements devraient suivre une approche de liste négative sur un large éventail de services tels que les télécommunications, le commerce électronique et les services financiers. »

— *Dan Mullaney, chef négociateur américain au TTIP*

La dernière séance de négociation entre les Américains et les Européens tenue à la mi-juillet ne semble pas avoir procuré de progrès significatifs, bien que les deux négociateurs en chef aient fait état de certains progrès sans donner d'autres précisions. Le chef négociateur américain a toutefois déclaré que l'offre européenne sur le secteur des services ne le satisfait pas étant donné qu'elle ne suit pas l'approche des listes négatives privilégiées par les États-Unis et qu'elle exclut les services financiers des engagements de libéralisation.

L'offre européenne adopte une approche hybride d'engagements sous la forme de listes positives et négatives. Les secteurs des services européens qui seraient ouverts aux fournisseurs américains sont identifiés par une liste positive alors que les secteurs où les Européens offriraient le « traitement national » aux fournisseurs américains sont identifiés sur la base d'une liste négative. La décision de procéder de la sorte est une réaction au refus américain de fournir une liste détaillée des restrictions aux fournisseurs de services dans les juridictions des États et des villes. L'Union européenne soutient que ce portrait est nécessaire pour bien mesurer la valeur de l'offre américaine.

Sources

Blenkinsop, Philip. 15 juillet 2014. *Bid launched to stop EU/U.S. free trade deal*. Reuters. En ligne : <http://www.reuters.com/article/2014/07/15/us-eu-usa-trade-idUSKBN0FK1RU20140715>

Inside US Trade. 18 juillet 2014. *TTIP Tariffs Progress Elusive At Round Six; Sectoral Regulatory Talks Still In Early Stages*.

Inside US Trade. 18 juillet 2014. *U.S. Official Signals Dissatisfaction With EU Services Offer's Format, Scope.*

Kirwin, Joe. 15 juillet 2014. *TTIP Gets Lukewarm Parliament Support; Citizens' Initiative Attempts to Block Deal.* International Trade Reporter, Bloomberg.

Qassim, Ali. 14 juillet 2014. *U.K. Urges European Union to Tout Gains Of TTIP Deal to Make Progress by Early 2015.* International Trade Reporter, Bloomberg.

TPP : vers un accord en novembre?

Les pressions semblent se tramer parmi les partenaires du Partenariat transpacifique (TPP) afin de faire de la rencontre de novembre du Forum de *coopération économique Asie-Pacifique* (APEC) le point de chute d'une éventuelle entente, alors que les dirigeants seront réunis à Beijing. Cette cible a été fixée publiquement en juin par le président Obama à la suite d'une rencontre avec le premier ministre néo-zélandais, bien que le Bureau du représentant américain pour le commerce (USTR) ait par la suite tenté de minimiser l'impact de cette déclaration. D'autres indices laissent croire qu'il s'agit bel et bien de l'objectif des États-Unis, leurs négociateurs insistant pour établir un agenda de négociations très serré au cours des prochains mois.

Plusieurs observateurs mettent en doute la possibilité d'en arriver à une entente d'ici novembre. Le premier obstacle est toujours le différend entre les Japonais et les Américains sur la question de l'accès aux marchés. Les élections au Congrès américain en novembre prochain font en sorte que les questions agricoles sont très sensibles et que d'éventuelles concessions aux Japonais qui seraient rendues publiques durant la campagne électorale risqueraient de porter atteinte aux possibilités de victoire de plusieurs candidats démocrates. Le deuxième obstacle est que même si survenait un compromis entre les Japonais et les Américains sur la question de l'accès aux marchés, il n'est pas compris que tous les partenaires aux négociations en seront satisfaits et accepteront intégralement le résultat de ce compromis.

Même si un compromis nippo-américain semble être la clé de voûte d'une possible entente, il apparaît que l'échéancier serré proposé par les États-Unis devrait transformer les négociations en sprint pour que les chefs d'État et de gouvernement puissent sortir à Beijing leur plume des plus beaux jours. Le président Obama acceptera-t-il de risquer le siège de quelques-uns de ses collègues démocrates pour s'assurer une place dans l'histoire du commerce international ? C'est ce que nous verrons au cours des prochaines semaines.

Source

Inside US Trade. 18 juillet 2014. *U.S., Japan To Disclose Market Access Terms To Other TPP Parties In October.*

Études économiques et articles connexes ce mois-ci

Akhtar, Shayerah Ilias et Shayerah Ilias Akhtar. *Proposed Transatlantic Trade and Investment Partnership (T-TIP) : In Brief*. Congressional Research Service, 11 juin 2014. En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/228530.pdf>

Bleiberg, Joshua et Darrell M. West. *Threats to the Future of Cloud Computing: Surveillance and Transatlantic Trade*. Brookings, 17 juillet 2014. En ligne : <http://www.brookings.edu/blogs/techtank/posts/2014/07/17-cloud-computing-regulation-ttip>

Donnan, Shawn. *WTO chief attempts to breathe life into Doha talks*. Financial Times, 26 juin 2014. En ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/194c8440-fd2a-11e3-8ca9-00144feab7de.html?siteedition=intl#axzz384aZmlxL>

Froman, Michael B.G. *U.S. Trade Negotiations Aim to Raise Labor and Environmental Standards*. Council on Foreign Relations, 16 juin 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/trade/us-trade-negotiations-aim-raise-labor-environmental-standards/p33103>

Froman, Michael. *Remarks by Ambassador Michael Froman at the Council on Foreign Relations The Strategic Logic of Trade*. USTR, 16 juin 2014. En ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/speeches/transcripts/2014/June/Remarks-USTR-Froman-at-Council-Foreign-Relations-Strategic-Logic-of-Trade>

Kupchan, Charles A. *The Geopolitical Implications of the Transatlantic Trade and Investment Partnership*. Council on Foreign Relations, 11 juin 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/trade/geopolitical-implications-transatlantic-trade-investment-partnership/p33137>

Loong, Lee Hsien. *Singapore Prime Minister Lee Backs Trans Pacific Partnership and Stronger U.S. Ties*. Council on Foreign Relations, 24 juin 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/singapore/singapore-prime-minister-lee-backs-trans-pacific-partnership-stronger-us-ties/p33166>

McLaughlin, John. *What's Happening to American Power?* Brookings, 17 juillet 2014. En ligne : http://www.ozy.com/c-notes/the-spy-who-told-me-the-end-of-the-pax-americana/32760.article?utm_source=dd&utm_medium=email&utm_campaign=07172014

Punke, Michael. *Testimony of Deputy U.S. Trade Representative Michael Punke Before the House Committee on Ways & Means Subcommittee on Trade*. USTR, 16 juillet 2014. En ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/speeches/transcripts/2014/July/Testimony-Deputy-USTR-Punke-Before-House-Ways-Means-Committee-Trade>

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

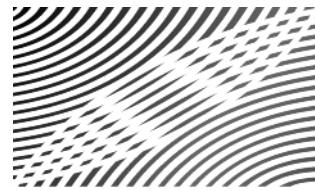
Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 



CEIM